



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 28 juillet 2025
N°805

L'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie appellent l'Union européenne à mettre en place dans les meilleurs délais un cadre de protection commerciale de la sidérurgie européenne, contre les surcapacités de production mondiales et la déstabilisation actuelle du cadre commercial multilatéral.

L'industrie sidérurgique européenne est un secteur stratégique pour l'économie de l'Union européenne, car elle fournit des intrants essentiels à de nombreux secteurs, notamment l'automobile, la construction et la défense. **Les transitions écologiques et numériques ne pourront pas se faire sans l'acier, qui se trouve à la base de nombreuses chaînes de valeur industrielles.** Les usines sidérurgiques participent à la dynamique de nombreuses économies régionales et constituent ainsi un secteur au poids socio-économique important dans les territoires. Pourtant, la sidérurgie européenne est aujourd'hui sérieusement menacée, d'une part, par la persistance, voire le développement, de surcapacités mondiales de production, dont l'effet baissier sur les prix devient insoutenable pour les producteurs européens, et, d'autre part, par la déstabilisation récente du cadre multilatéral des échanges commerciaux.

Notre groupe d'Etats membres salue le remarquable travail accompli par la Commission dans son « Plan d'action pour l'acier et les métaux » de mars 2025, dans lequel elle identifie à juste titre la criticité stratégique de l'industrie sidérurgique européenne, les menaces qui pèsent sur elles, et les leviers pour en surmonter les défis dont celui de la défense commerciale contre les surcapacités mondiales.

Les mesures de sauvegarde actuelles qui protègent l'acier européen depuis 2018 ont notamment considérablement perdu en efficacité. Aussi, notre groupe d'Etats

membres appelle désormais l'Union européenne à mettre en œuvre concrètement et au plus vite un nouveau cadre, qui réponde à l'ambition d'une protection « hautement efficace » comme la Commission l'annonçait elle-même dans son plan d'action pour l'acier et les métaux. Ce nouveau cadre devra limiter efficacement les imports de sorte à les ramener à des niveaux équivalents à ceux de la période 2012-2013, lors de laquelle l'industrie sidérurgique européenne pouvait encore compter sur une utilisation réelle de 80% à 85% de ses capacités de production, loin au-dessus des ratios actuels insoutenables de l'ordre de 60%. Dans le détail, les importations de produits plats et de produits en acier inoxydables devront être contenues à 15% du niveau de consommation de l'UE, et les importations de produits longs limitées à 5%. Le montant des droits de douane appliqué aux importations excédentaires pourra être réhaussé si nécessaire, et nous demandons à la Commission d'étudier l'effet de droits de douane additionnels de 50 %.

Des investissements clés dans des projets ambitieux de décarbonation doivent être confirmés cette année en Europe, c'est pourquoi, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie appellent conjointement la Commission européenne à proposer rapidement ce nouveau cadre de défense de l'acier européen pour une entrée en vigueur effective dès le 1^{er} janvier 2026, sur la base des propositions ci-jointes.

[Lien vers le non-papier version française](#)

Contacts presse :

Direction générale des Entreprises - presse.dge@finances.gouv.fr / 01 44 97 04 49

Bureau de presse de Bercy - presse.bercy@finances.gouv.fr / 01 53 18 33 80